

Circulaire d'information

INFCIRC/713

18 septembre 2007

Distribution générale

Français

Original : Anglais

Communication reçue des représentants permanents de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni auprès de l'Agence concernant la coopération multilatérale sur la sécurité énergétique à l'appui des dispositions de l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Le Directeur général a reçu une lettre en date du 13 septembre 2007 des représentants permanents de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, à laquelle était jointe une déclaration concernant la coopération multilatérale sur la sécurité énergétique à l'appui des dispositions de l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Conformément à la demande qui y est formulée, la lettre et sa pièce jointe sont reproduites ci-après.

**Mission permanente du
Royaume des Pays-Bas**

Mission du Royaume-Uni

**Mission permanente
de la République fédérale
d'Allemagne**

le 13 septembre 2007

S.E. M. Mohamed ElBaradei
Directeur général de l'AIEA
Centre international de Vienne

Monsieur le Directeur général,

Nous référant à l'événement spécial de la session ordinaire de 2006 de la Conférence générale et à votre rapport intitulé « Nouveau cadre possible pour l'utilisation de l'énergie nucléaire : options pour l'assurance de l'approvisionnement en combustible nucléaire » (GOV/INF/2007/11), nous vous saurions gré de bien vouloir distribuer la déclaration ci-jointe.

Cette déclaration présente les vues communes de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de notre très haute considération.

(signé)
Peter Gottwald

Ambassadeur, Représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne

(signé)
Justus de Visser

Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume des Pays-Bas

(signé)
Simon Smith

Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Coopération multilatérale sur la sécurité énergétique : déclaration de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à l'appui des dispositions de l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Nous, les ministres des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sommes unis par le Traité d'Almelo, qui constitue le fondement de notre collaboration dans le domaine de l'enrichissement d'uranium par le biais de l'entreprise industrielle conjointe Urenco.

Nous adressons nos félicitations à l'Agence internationale de l'énergie atomique pour son 50^e anniversaire et saisissons cette occasion pour présenter nos réflexions sur une question d'intérêt commun.

Nous avons participé activement aux discussions en cours sur la non-prolifération, le renforcement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et l'évolution récente de la situation dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Le TNP énonce le droit des signataires d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, conformément à leurs obligations en matière de non-prolifération. En tant que détenteurs d'une technologie d'enrichissement avancée, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sentent investis d'une responsabilité particulière vis-à-vis de la coopération multilatérale dans ce domaine.

L'incertitude à long terme quant à la disponibilité et à l'accessibilité économique des combustibles fossiles devrait vraisemblablement encourager certains États à envisager de se tourner vers l'électronucléaire civil. Il importe que cette démarche soit entreprise dans le respect des normes de non-prolifération les plus strictes. Comme l'a noté le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les technologies du cycle du combustible nucléaire posent des risques spécifiques de prolifération, qu'il faut s'efforcer de réduire autant que possible, tout en continuant de protéger les droits des États découlant du TNP.

Nous félicitons l'AIEA pour le rôle qu'elle a joué en facilitant l'examen des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire, y compris les assurances concernant le combustible. Nous comprenons que des pays ne veulent pas renoncer à la possibilité d'entreprendre des activités liées au cycle du combustible, et nous ne le leur demandons pas. Néanmoins, pour de nombreux États, un mécanisme de substitution pourrait renforcer les arguments contre la mise en place de ces capacités. Des assurances efficaces en matière d'approvisionnement en combustible devraient permettre de renforcer la confiance des États dans la sécurité de cet approvisionnement, réduisant ainsi le besoin qu'ils ressentent de développer leurs propres technologies du cycle du combustible. Elles pourraient atténuer les risques de prolifération tout en augmentant la sécurité énergétique et en réduisant les coûts. Nous considérons qu'il est de la plus haute importance que ces plans soient élaborés sur une base non discriminatoire. Ils devraient être conçus de manière à renforcer la confiance mutuelle.

Le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas, en tant que pays hôtes des usines d'enrichissement Urenco qui relèvent de leur compétence et considérant les obligations internationales qui leur incombent en tant que parties au Traité d'Almelo, déclarent qu'ils sont prêts à contribuer aux discussions de l'AIEA sur l'élaboration de mécanismes de garantie et la multilatéralisation des activités du cycle du combustible nucléaire.

Exemple de cette contribution active, l'initiative de l'engagement d'enrichissement proposée par le Royaume-Uni est destinée à promouvoir la sécurité énergétique en offrant une garantie solide de substitution en cas d'interruption des services d'enrichissement de l'uranium pour des raisons politiques. Nous sommes prêts à poursuivre le développement de cette initiative. À plus long terme, l'Allemagne étudie l'idée de créer un centre international d'enrichissement d'uranium sous le contrôle exclusif de l'AIEA (projet multilatéral MESP). Nous sommes prêts à appuyer l'AIEA à cet égard.

Nous nous réjouissons d'avoir l'occasion d'examiner cette question avec d'autres États, notamment ceux qui envisagent de mettre en place de nouvelles capacités nucléaires civiles. Nous sommes disposés à étudier les principes généraux, ainsi que les conditions de l'engagement d'enrichissement et du MESP.

Frank-Walter Steinmeier

Ministre fédéral des affaires
étrangères,
République fédérale d'Allemagne

Maxime Verhagen

Ministre des affaires
étrangères,
Royaume des Pays-Bas

David Miliband

Secrétaire d'État aux affaires
étrangères et du Commonwealth,
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord